



PREFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture
Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Action Départementale

Bureau des installations classées

**ARRÊTÉ PREFECTORAL
DE MISE EN DEMEURE
de la société Les Vergers de Châteaubourg**

**LE PREFET DE LA REGION BRETAGNE
PREFET D'ILLE-ET-VILAINE**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 02/11/2010 à la société LES VERGERS DE CHATEAUBOURG pour l'exploitation d'une installation de transformation de fruits sur le territoire de la commune de Châteaubourg, relevant notamment des rubriques 2220, 2253 et 2920 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le titre 4 de l'arrêté préfectoral du 02/11/2010 susvisé qui définit les valeurs limites d'émission des eaux pluviales issues de traitement interne par séparateur d'hydrocarbures :

Paramètre	Concentration (mg/L)
Matières en suspension (MES)	35
Demande chimique en oxygène (DCO)	125

Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 janvier 2015 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'exploitant reçu le 3 février 2015 en réponse au projet d'arrêté de mise en demeure ;

Vu le rapport du 10 avril 2015 de l'Inspection des Installations Classées ;

Considérant que lors du contrôle en date du 03/11/2014, l'inspecteur a fait réaliser par le laboratoire agréé SGS un prélèvement ponctuel des eaux pluviales après traitement interne ;

Considérant que lors de l'examen du rapport d'analyse des eaux industrielles résiduelles établi par le laboratoire SGS en date du 19/11/2014 et relatif à l'analyse du prélèvement réalisé lors du contrôle du 03/11/2014, l'inspecteur a constaté le non respect des valeurs limites de rejet en concentration définies au titre 4 de l'arrêté préfectoral du 02/11/2010 pour les paramètres DCO et MES,

- pour les MES, la concentration a été mesurée à 90 mg/l pour une valeur limite fixée à 35 mg/l,
- pour la DCO, la concentration a été mesurée à 603 mg/l pour une valeur limite fixée 125 mg/l,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions du titre 4 de l'arrêté préfectoral du 02/11/2010 susvisé ;

Considérant que la persistance de rejets non conformes nuit à la préservation des milieux ;

Considérant que les réponses apportées par l'exploitant dans son courrier du 2 février 2015 ne sont pas de nature à remettre en cause la procédure engagée à son encontre ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LES VERGERS DE CHATEAUBOURG de respecter les prescriptions du titre 4 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

ARRETE

Article 1 - La société LES VERGERS DE CHATEAUBOURG exploitant une installation de transformation de fruits sise 12, rue de Rennes, sur la commune de Châteaubourg est mise en demeure de respecter les dispositions du titre 4 – valeurs limites d'émission des eaux pluviales – de l'arrêté préfectoral du 02/11/2010.

Elle est mise en demeure de respecter les valeurs limites de rejet des eaux pluviales issues du traitement interne dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Le rejet n°1 (eaux pluviales non polluées) ne devra en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :

<i>Paramètre</i>	<i>Valeur limite en mg/l</i>
<i>DCO</i>	<i>125</i>
<i>MES</i>	<i>35</i>
<i>Hydrocarbures</i>	<i>10</i>


Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de RENNES, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par l'exploitant dans le délai des deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

Article 4 – Le Secrétaire Général de la Préfecture et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Les Vergers de Châteaubourg et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de Châteaubourg.

Rennes, le 14 AVR. 2015

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général


Patrice FAURE